



PAS DE PAUSE SUR NOS DROITS!

Confronté à une contestation sociale et une mobilisation massive des travailleurs, des agents publics, des jeunes et des retraités, des syndicats, le 1^{er} ministre a été contraint d'annoncer une suspension de la réforme des retraites.

Mais ne nous trompons pas : ce n'est pas une victoire, c'est un piège !



RETRAITES : DÉCALAGE DANS LE TEMPS, PAS RECUL SOCIAL !

Le Premier ministre a annoncé :

- Suspension jusqu'en janvier 2028 de la réforme Macron-Borne,
- Âge légal gelé à 62 ans et 9 mois,
- Durée de cotisation bloquée à 170 trimestres,
- Coût estimé par Matignon : 400 millions € en 2026, 1,8 milliard € en 2027. Et toujours aucune discussion sur les leviers pour augmenter les recettes : emploi durable — notamment pour les seniors —, égalité salariale femmes/hommes, revalorisation générale des salaires avec un minimum à 2 000 euros... Autant de mesures qui permettraient automatiquement d'augmenter les cotisations sociales. Sans oublier la justice fiscale, face aux superprofits et aux dividendes indécents !
- Mise en place d'une "conférence sur les retraites et le travail", c'est-à-dire le retour du dialogue sans effet.



Décaler, ce n'est pas ABROGER !

Les 64 ans et l'allongement à 43 ans sont toujours dans la loi.

Le gouvernement joue la montre.



BUDGET 2026 : UNE CURE D'AUSTÉRITÉ CONTRE LE MONDE DU TRAVAIL, CONTRE LE PEUPLE

"Encore une fois, c'est le monde du travail qui passe à la caisse !"

Les mesures annoncées dans le budget scélérat :

- **×** Gel des prestations sociales (allocations familiales, logement, AAH...).
- **×** Gel des salaires des fonctionnaires.
- **×** Désindexation des pensions en 2026, 2027, et probablement après.
- **×** Suppression de 3 000 postes dans la fonction publique.
- **×** Doublement des franchises médicales, baisse du budget santé et des Ehpad.

Ces choix sont injustes et dangereux :

le gouvernement protège les profits, les dividendes, les ultrariches, les évadés fiscaux, broie les salariés et écrase la population.

OUTRE-MER : DES PROMESSES, PAS DES ACTES

Lecornu promet un projet de loi "vie chère" pour les Outre-mer.

Mais sans calendrier, sans budget, sans mesure concrète !

Pendant ce temps, à La Réunion :

- Les prix explosent,
- Les salaires restent les plus bas,
- La population s'appauvrit
- Les agents publics sont asphyxiés,
- Pas assez de logement pour tout le monde
- Une jeunesse reste sans avenir.

La CGTR exige :

- Une vraie loi contre la vie chère
- L'indexation réelle des salaires et pensions sur l'inflation locale,
- Le renforcement des services publics ultramarins, l'arrêt de leur destruction.
- L'application des conventions collectives nationales
- Un logement social décent pour toutes et tous



FAIRE PAYER LES PROFITEURS, PAS LES TRAVAILLEURS

La CGTR rappelle :

- Les entreprises ont touché 211 milliards d'euros d'aides publiques, sans contrôle, ni conditionnalités
- Les profits et dividendes explosent,
- Acoquiné au grand patronat, le gouvernement demande encore aux salariés de "faire des efforts".

*Aucune "pause sociale" n'arrêtera notre combat pour : **Des salaires dignes, des retraites justes, une vie décente pour tous à La Réunion et dans les Outre-mer.***

REFUSONS D'ETRE BROYÉS, ÉCRASÉS

RESTONS MOBILISÉS

ENSEMBLE POUR LA VICTOIRE